



ABROGATION DE LA CARTE COMMUNALE

Plan Local d'Urbanisme

Commune de Champagnolles

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Vu pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 10 septembre 2025.

Fait à Champagnolles,

Georges BERTRAND

Maire de la commune de Champagnolles

Date d'arrêt

10/09/2025

1. Sommaire

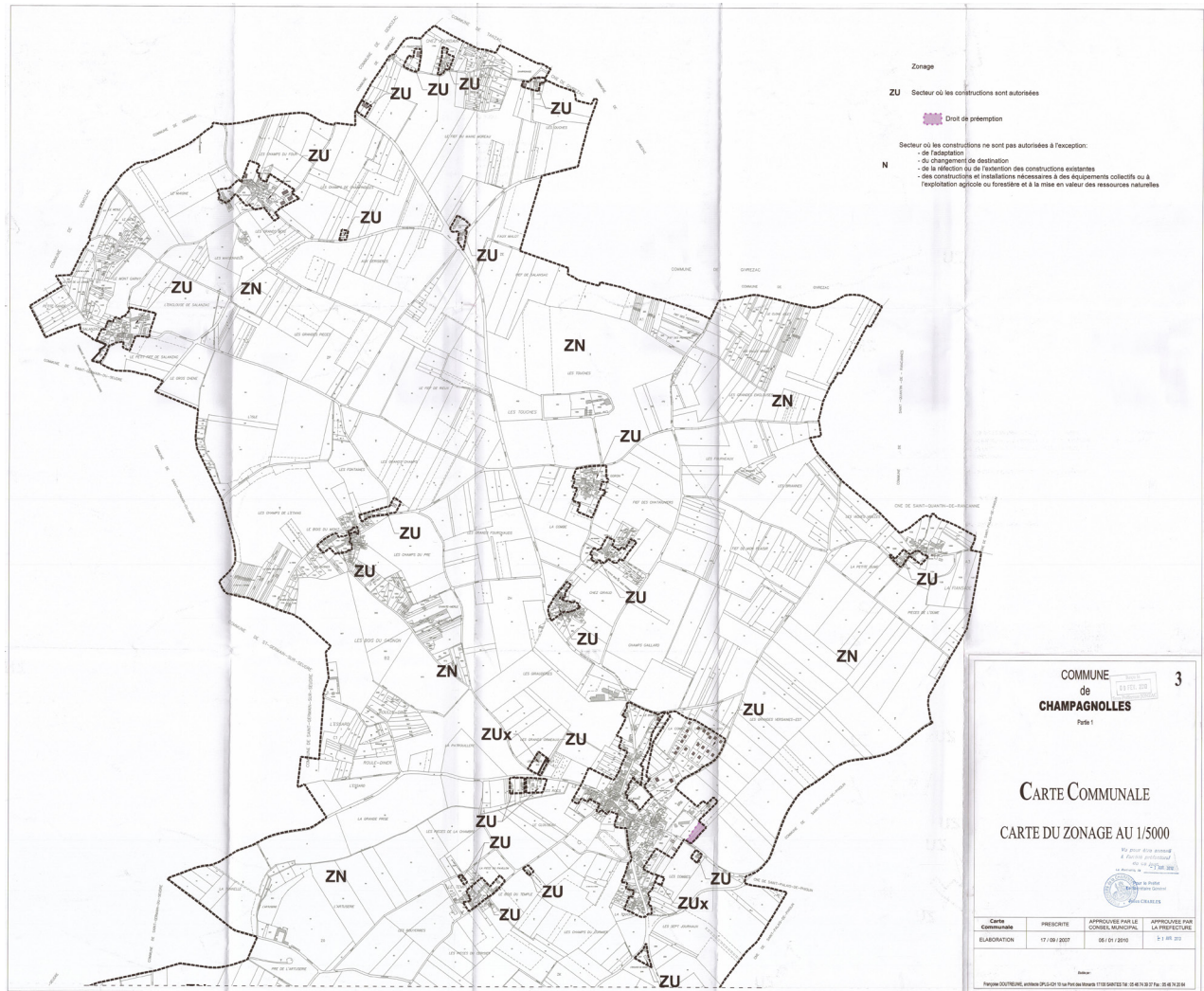
1. La carte communale de Champagnolles	3
2. L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme	3
3. La nécessité d'abroger la carte communale	4
4. Les conséquences juridiques de l'abrogation de la carte communale.....	4
5. Procédure d'enquête publique	4

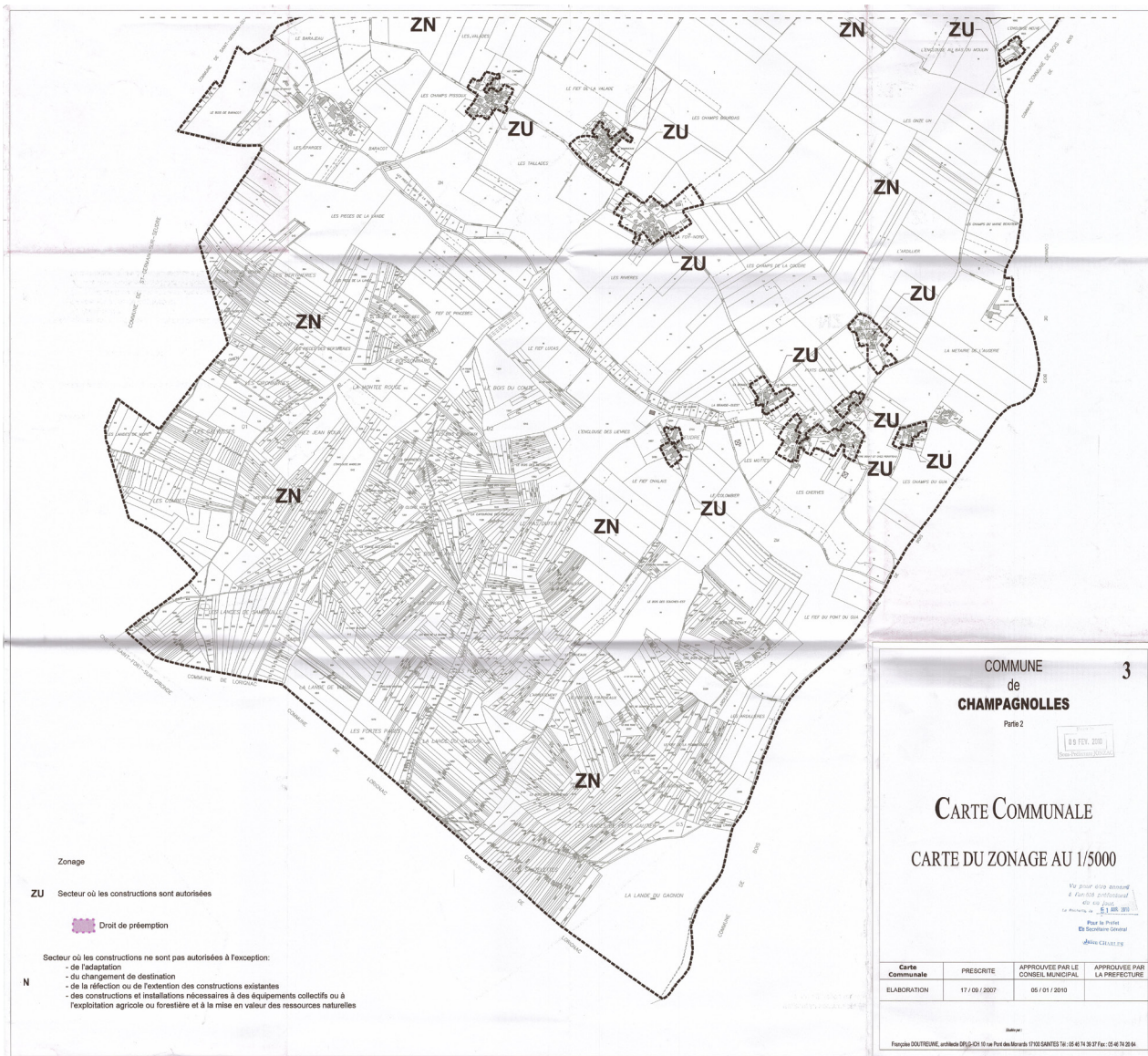
1. La carte communale de Champagnolles

La carte communale de Champagnolles a été approuvée le 1er avril 2010.

Elle comporte un rapport de présentation incluant un zonage et ses justification ainsi que des documents liés à la procédure et des annexes.

La réglementation s'appliquant sur les différents secteurs est celle du Règlement National d'Urbanisme (RNU)





Zonage extrait du rapport de présentation de la carte communale de Champagnolles

2. L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Par délibération en date du 11 août 2022, le Conseil Municipal a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur le territoire communal. Ce document est porteur d'une réflexion globale à l'échelle de la collectivité. Il permet de traduire une stratégie d'aménagement et de développement du territoire cohérente tout en prenant en considération les enjeux environnementaux et paysagers. Le PLU peut en outre, au contraire d'une carte communale, fixer des règles et des orientations relatives à l'utilisation du sol.

Une fois approuvé, il sera opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux, constructions, aménagement, plantations, affouillements ou exhaussements des sols et ouverture d'installations classées.

Le projet de PLU a été arrêté par le Conseil Municipal le 10 septembre 2025. Il doit être soumis à enquête publique avant approbation. Il sera ensuite approuvé par délibération du Conseil Municipal.

3. La nécessité d'abroger la carte communale de Champagnolles

Le PLU, une fois exécutoire, se substituera automatiquement aux plans locaux d'urbanisme communaux en vigueur sur le territoire de la communauté de communes. En revanche, pour les cartes communales, cette substitution n'est pas automatique.

Pour autant, le Conseil d'Etat a eu l'occasion de préciser que « le plan local d'urbanisme et la carte communale sont des deux documents exclusifs l'un de l'autre », qui ne peuvent pas coexister sur un même territoire (CE, avis, 28 novembre 2007, n°303421). La doctrine ministérielle a confirmé qu'il convient d'abroger formellement une carte communale en cas d'adoption d'un PLU.

Si le Code de l'Urbanisme ne comporte pas de procédure spécifique à l'abrogation d'une carte communale dans le cadre d'une procédure d'élaboration d'un PLU, le Ministère recommande de prévoir l'abrogation de ce document à la suite d'une enquête publique unique.

Une enquête publique unique portant à la fois sur l'élaboration du PLU et sur l'abrogation de la carte communale de Champagnolles est donc prévue, afin de pouvoir abroger la carte communale et sécuriser juridiquement la mise en application du PLU.

4. Les conséquences juridiques de l'abrogation de la carte communale

L'abrogation de la carte communale mettra fin à son application. Sa disparition ne remettra pas en cause les autorisations d'urbanisme délivrées sous son emprise, qui demeureront valables.

C'est le PLU qui succédera à la carte communale. Il constituera un document d'urbanisme plus récent, porteur d'une réflexion d'ensemble sur le territoire de la communauté de communes, et comprenant des dispositions propres à gérer l'occupation du sol de manière plus fine et plus circonstanciée qu'une carte communale. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement écrit et le règlement graphique remplacent alors le simple zonage ZU et ZN qui identifie les Zones Constructibles et les Zones Non Constructibles.

5. Procédure d'enquête publique

Description de la procédure :

En l'absence de précision dans le Code de l'Urbanisme, l'abrogation d'une carte communale suit une procédure similaire à celle de son approbation. Une réponse ministérielle précise que « si l'abrogation de la carte communale s'accompagne de l'élaboration d'un PLU, l'application du parallélisme des formes permettra de sécuriser la procédure [...]. Il suffira en effet de réaliser une enquête publique unique portant à la fois sur l'abrogation de la carte communale et sur l'approbation du PLU, et de veiller notamment à ce que la délibération finale emporte à la fois approbation du PLU et abrogation de la carte communale, l'ensemble s'accompagnant d'une décision du préfet » (rép. min. n°06834, JO Sénat, 13 juin 2013).

Ainsi, en application des articles L.163-5 à L.163-7 du Code de l'Urbanisme, l'abrogation de la carte communale est soumise à enquête publique. Dans le cas présent, la commune a fait le choix d'une enquête publique unique portant également sur l'approbation du PLU.

Au terme de l'enquête publique, la commission d'enquête transmettra son rapport et ses conclusions à la collectivité dans un délai d'un mois. Le rapport relatara le déroulement de l'enquête et synthétisera les observations recueillies ; les conclusions exposeront le point de vue motivé de la commission d'enquête. Elles seront assorties d'un avis favorable, avec ou sans réserves, ou défavorable. L'avis aura pour but d'éclairer l'autorité compétente dans sa prise de décision.

L'abrogation de la carte communale sera ensuite décidée par délibération en conseil municipal. Cette délibération sera prise en même temps que la délibération d'approbation du PLU.

Textes régissant l'enquête publique :

L'abrogation de la carte communale est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement. À ce titre, les textes qui régissent l'enquête publique sont les suivants :

Code de l'environnement	Articles
Champ d'application et objet de l'enquête publique	Articles L.123-1 à L.123-2 Article R.123-1
Procédure et déroulement de l'enquête publique	Articles L.123-3 à L.123-18 Articles R.123-2 à R.123-27

Concertation :

L'élaboration du PLU est soumise à concertation obligatoire au titre de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme. La population a eu ainsi l'occasion de s'exprimer sur le projet de territoire. Aucune concertation spécifique n'a été organisée sur l'abrogation de la carte communale.

